

La Commission Juncker sera politique et défendra une Europe plus sociale

Adoubé par le Parlement européen, Jean-Claude Juncker a promis 300 milliards d'euros d'investissements et l'élargissement de la garantie jeunesse.

FRÉDÉRIC ROHART

A l'entendre égrainer son programme devant le Parlement européen, hier, certains voyaient déjà dans Jean-Claude Juncker le nouveau Jacques Delors – un homme providentiel capable de redonner de l'élan à cette Europe en panne. Non pas parce que le Luxembourgeois a fait référence à l'illustre patron du Berlaymont dans des termes laudatifs – «*mon ami et mon maître*» –, mais parce que tout dans son discours transpirait le volontarisme du Français. À commencer par cette annonce, d'entrée de jeu, à lire comme un avertissement à l'égard des États membres: «*La Commission sera politique. Elle sera très politique*» – pas un aide de camp au service du Conseil, mais un exécutif à part entière, avec sa propre vision.

Surtout, Juncker se mouille. Il promet 300 milliards d'euros d'investissements dans l'Union d'ici trois ans. Il annonce un élargissement de la garantie jeunesse de 25 à 30 ans. Il plaide pour un revenu minimum garanti dans toute l'Union. Il défend un seuil obligatoire de 30% d'efficacité énergétique pour 2030. Il exige que la zone euro ne soit représentée que par «*une seule chaise*» au FMI et à la Banque mondiale... La liste est longue et s'arrête, à l'entendre, là où les États sont plus efficaces que leur Union. C'est la pointe de baume à l'égard de ceux qui craignent chez lui un fédéralisme débridé: «*L'Europe ne se construit pas contre les États ni contre les nations.*»

La Commission Juncker sera-t-elle aussi dynamique que le promet son Président? C'est à voir. L'exécutif est loin d'être sur pieds, et le Juncker que l'on a vu hier n'était pas un Premier ministre donnant un discours de politique générale devant son Parlement, mais un candidat livrant sa dernière allocation de campagne. Si 422 eurodéputés ont donné leur voix à Jean-

Claude Juncker (le Luxembourgeois en avait besoin de 376 pour être élu), c'est moins pour applaudir son catalogue de bonnes intentions que pour ce que son élection symbolise.

Pour la première fois, en vertu du traité de Lisbonne, le Parlement européen avait le pouvoir d'accepter ou de refuser le président de la Commission que lui ont proposé les chefs d'État et de gouvernement lors du Conseil du 27 juin. Et pour la première fois, ces derniers ont accepté de

jouer un nouveau jeu démocratique en proposant le candidat officiel du parti qui a remporté les élections du 25 mai, le Parti populaire européen (PPE) en l'occurrence. Pour le Parlement européen, qui défendait cette méthode des «*Spitzenkandidaten*» face à un Conseil qui – Herman Van Rompuy l'a suffisamment dit – ne s'y sentait pas lié, c'est une victoire historique.

Une victoire qui donne des ailes au candidat en apportant «*une nécessaire dose supplémentaire de légitimité démocratique*», pour reprendre les mots de Juncker. Le «*nouvel esprit*» qui souffle sur la machine européenne l'autorise – l'oblige – à donner un élan politique à une Commission que David Cameron aurait voulu maintenir dans son lit technocratique. Et avant tout à «*réhabiliter la méthode communautaire*»: à remettre les États membres à leur place de co-législateurs, eux qui se sont souvent hissés, à la faveur de la crise, au rang d'initiateurs des règles. La couleur est annoncée. Jean-Claude Juncker doit à présent composer le collège des 28 commissaires, sur base des candidatures que chaque État membre lui soumettra. La nouvelle Commission devrait entrer en fonction le 1^{er} novembre.

«Avec trois ou quatre femmes, comme c'est le cas maintenant, cette Commission n'aura pas la majorité au Parlement.»

MARTIN SCHULZ
PRÉSIDENT DU PARLEMENT

Pas assez de candidates pour la Commission

«*Je vais essayer de constituer mon équipe, mais ce ne sera pas chose aisée, car la situation est désespérante en ce qui concerne les candidatures féminines*»: le président élu de la Commission européenne a déploré mardi à Strasbourg l'absence de candidatures féminines, tandis que plusieurs parlementaires mettaient en garde contre un rejet lors du vote d'investiture de l'ensemble du collège par le Parlement en octobre.

La représentation des femmes au sein du prochain exécutif européen est le premier gros écueil à passer pour Jean-Claude Juncker. La désignation des commissaires est une prérogative de chaque État. Dans ses contacts informels avec les capitales, l'ancien Premier ministre luxembourgeois a suggéré à ses interlocuteurs de lui soumettre deux ou trois noms, dont au moins celui d'une candidate. Il a rappelé qu'en 1999, alors chef du gouvernement, il avait proposé à Romano Prodi trois femmes pour sa Commission. «*Mais je ne peux pas partir du principe que les autres vont se laisser inspirer par cette démarche sage et intelligente*», a-t-il ironisé.

Les pays qui n'ont jamais envoyé la moindre femme au Berlaymont, dont la Belgique, sont poussés à rompre avec leur conservatisme. Deux noms de femmes politiques circulent pour le poste de commissaire belge: Marianne Thyssen (CD&V) et Joëlle Milquet (cdH). Mais le titulaire actuel, Karel De Gucht (Open VLD), aimerait rempiler (qui plus est au même portefeuille), tandis que l'on évoque aussi les candidatures de Didier Reynders (MR) et de Johan Vande Lanotte (sp.a). Le président du Parlement européen, Martin Schulz, a estimé mardi qu'«*avec trois ou quatre femmes, comme c'est le cas maintenant, cette Commission n'aura pas la majorité au Parlement.*»

O.G.

Qui pour succéder à Van Rompuy et à Ashton?

L'élection mardi de Jean-Claude Juncker comme successeur de José Manuel Barroso par les eurodéputés dégage la voie pour les autres nominations attendues dans le sé-rail européen, dont celle du vice-président de la Commission chargé de la politique extérieure, qui devrait tomber ce mercredi lors d'un nouveau sommet à Bruxelles des chefs d'État et de gouvernement de l'UE.

Les socialistes revendiquent le poste de président du Conseil européen, actuellement occupé par l'ancien Premier ministre belge Herman Van Rompuy, membre du Parti populaire européen (PPE), la coupole des partis chrétiens-démocrates en Europe. Socialistes et sociaux-démocrates ne sont toutefois pas parvenus à s'entendre sur le nom d'un candidat. La Première ministre danoise Helle Thorning-Schmidt a un moment fait figure de favorite, mais certains États, dont la France, étaient réticents car son pays n'est pas membre de la zone euro et dispose d'une clause d'exemption pour la politique étrangère et de sécurité. L'ex-chef du gouvernement italien Enrico Letta a aussi été évoqué, mais son successeur

Matteo Renzi s'y est opposé. De plus, l'Italie a déjà un de ses citoyens à l'un des postes le plus convoités dans l'UE, avec Mario Draghi à la tête de la Banque centrale européenne (BCE).

Les socialistes pourraient dès lors se satisfaire du poste de chef de la diplomatie. Avec en complément le portefeuille de l'Économie, brigué par deux anciens ministres socialistes français, Pierre Moscovici et Elisabeth Guigou.

Le poste actuellement occupé par la travailliste britannique Catherine Ashton devrait à nouveau revenir à une femme. La jeune chef de la diplomatie italienne, la social-démocrate Federica Mogherini, est citée. Mais comme on le disait, l'Italie est déjà bien servie. La Bulgare Kristalina Georgieva, proche du PPE et actuelle commissaire à l'Action humanitaire, lorgne également la fonction.

Et les libéraux dans tout cela? Ceux-ci ont rejoint la grande coalition qui assure une majorité aux forces favorables à l'UE au Parlement européen. Ils demandent que «la

famille démocrate et libérale soit représentée de manière appropriée au sein de l'exécutif de l'Union européenne» et exigent que le futur collège présidé par Jean-Claude Juncker compte «davantage de femmes qu'actuellement» (neuf commissaires sont des femmes dans la Commission Barroso). Les Libéraux, quatrième groupe au Parlement européen, pourraient éventuellement décrocher la présidence du Conseil européen si les deux grands groupes n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un de leurs membres. On parle aussi éventuellement de la présidence du Parlement dans deux ans et demi. Toutefois, en cas de blocage ce mercredi, les chefs d'État et de gouvernement pourraient choisir de renvoyer la décision sur le Conseil européen à un nouveau sommet en septembre. **O.G.**

L'Italie a déjà un de ses citoyens à l'un des postes les plus convoités dans l'UE, avec Mario Draghi à la tête de la BCE.

CÔTÉ BELGE

LE CDH BOIT DU PETIT-LAIT, ECOLO SUIT AUSSI JUNCKER

De tous les eurodéputés belges, **Claude Rolin (cdH)** était le plus rayonnant, ce mardi matin. Le discours de Jean-Claude Juncker, émaillé de propositions aux accents sociaux, semble avoir marqué un tournant dans la relation houleuse entre les humanistes et le Parti populaire européen, que Juncker incarne désormais. «*J'ai bu du petit-lait*», sourit l'eurodéputé cdH. Évaluation de l'impact social de chaque mesure d'austérité, extension de la garantie jeunesse de 25 à 30 ans, plan d'investissement de 300 milliards d'euros, politique industrielle volontariste sont autant d'annonces qui caressent le cdH – la gauche du Parti populaire européen – dans le sens du poil. Avec un tel programme, «*je n'ai aucun problème à être dans le groupe PPE*», sourit l'ancien syndicaliste – celui-là même qui, il y a quelques mois à peine, laissait encore planer le doute sur un éventuel divorce entre le cdH et le groupe conservateur. On l'aura compris, Rolin fait partie des 422 députés qui ont voté pour Jean-Claude Juncker, hier. Il est loin d'être isolé côté belge, puisque tous les francophones ont soutenu le Luxembourgeois. «*Je ne suis pas sûr qu'il y ait tellement de choses qui différencient sur le fond Juncker de Guy Verhofstadt*», explique **Frédérique Ries (MR)** qui, comme membre du groupe libéral ALDE, fait partie de la coalition qui promettait son soutien au

candidat du PPE, proposé par le Conseil européen. Tout comme les socialistes, d'ailleurs. «*C'est une avancée démocratique. Nous l'avons dit pendant la campagne: il faut que ce soit le gagnant des élections qui soit élu à la tête de la Commission*», indique le bourgmestre de Farcennes **Hugues Bayet (PS)** – avec 221 députés, le PPE est le premier parti à Strasbourg.

Le seul eurodéputé francophone belge qui ne fait pas partie de la coalition conservateurs/socialistes/libéraux a lui aussi décidé de voter pour l'ancien président de l'Eurogroupe. «*Juncker est l'un des PPE les plus acceptables*», explique **Philippe Lamberts (Ecolo)**. Le coprésident du groupe des Verts aura voté à contre-courant de sa faction: les deux tiers des eurodéputés écologistes ont annoncé qu'ils s'opposeraient au Luxembourgeois. «*On est tous d'accord sur l'analyse, à savoir que vu les gens qui soutiennent Juncker, il y a peu à en attendre*», explique Lamberts. «*Mais si Juncker n'était pas confirmé, ça aurait été une victoire pour Cameron et Orban*», ajoute-t-il pour expliquer un vote qui, insiste-t-il, n'a rien d'un blanc-seing. En un mot comme en cent, les francophones accueillent Juncker à bras ouverts après ce discours chargé de promesses – mais tous disent attendre ses actions concrètes au tournant. **F.R.**